



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

**Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles
Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement**

Réf. :DCPI-BICPE - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SA DEWEZ
pour son établissement situé à FOURMIES.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France

Préfet du Nord

Officier de la légion d'Honneur

Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 171-6, L 171-8, L 172-1, L 511-1 et L 514-5 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord – Pas-de-Calais - Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de secrétaire général adjoint de la Préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 février 2007 autorisant la société DEWEZ à exploiter une installation de stockage et de récupération de métaux à FOURMIES (59610), ZAC de la Marlière ;

Vu le rapport en date du 6 juin 2016 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 6 juin 2016 conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 30 mai 2016, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- le contrôle radiologique des chargements ne peut être réalisé en l'absence de portique de détection radiologique ;
- la campagne de mesure des niveaux d'émission sonore, prévue à la notification de l'arrêté d'autorisation du 26/02/2007 et renouvelable tous les trois ans, n'a pas été réalisée ;
- les installations susceptibles d'être l'objet d'une agression par la foudre ne sont pas protégées ;
- les moyens de secours qui doivent inclure des robinets d'incendie armés ne sont pas complets ;

Considérant qu'il convient, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de mettre l'exploitant en demeure de respecter ces prescriptions ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société DEWEZ SA, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Rue Marceau Batteux ZAC de La Marlière à FOURMIES (59610), est mise en demeure de respecter, dans les délais détaillés à l'article 2 du présent arrêté, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour le site qu'elle exploite à la même adresse, les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 février 2007 encadrant les activités du site :

- Articles 2.5.1 contrôle radiologique
- Article 17.3 mesures périodiques
- Article 25.1 installations à protéger
- Article 26.3 robinet d'incendie armé

Article 2 -

Les délais de mise en conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 février 2007 sont les suivants :

- la mise en place d'un portique de détection de source radioactive permettant de réaliser le contrôle radiologique doit être réalisé dans un délai de trois mois ;
- la réalisation d'une campagne de mesure des niveaux d'émission sonore doit être effectuée dans un délai de six mois ;
- la mise en place d'un dispositif de protection contre la foudre doit être réalisé dans un délai de neuf mois ;
- la mise en place d'un réseau de robinets d'incendie armés doit être réalisé dans un délai de six mois.

Article 3 - Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 4 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 5 - Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et la Sous-Préfète d'AVESNES SUR HELPE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de FOURMIES,

- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de FOURMIES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 24 NOV. 2016

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Olivier GINEZ



